

WINTERSHOUSE Élevage

La ferme aux 1 200 taurillons

À Wintershouse, près de Haguenau, un éleveur de taurillons souhaite agrandir son exploitation et passer de 360 à 1 200 bovins. Le cheptel deviendrait le plus grand d'Alsace, et même du Grand Est.

À Wintershouse, à quelques kilomètres de Haguenau, il pourrait y avoir bientôt davantage de bovins que d'habitants. La petite commune d'environ 900 âmes héberge deux élevages — un de vaches laitières, l'autre de taurillons —, et le second, à la sortie sud-ouest du village, projette de s'agrandir. Clément Schoenfelder, installé depuis 1988, s'est spécialisé dans l'engraissement de jeunes bovins mâles. L'agriculteur compte aujourd'hui 360 taurillons, répartis dans cinq bâtiments d'élevage : son exploitation fait déjà partie des plus importantes d'Alsace (lire ci-contre), mais il espère désormais passer à 1 200 têtes. Plus que multiplié par trois, son cheptel deviendrait, de loin, le plus grand de la région et du Grand Est.



Thomas Schoenfelder va s'associer avec son père pour gérer la ferme. PHOTO DNA - FRANCK KOBI

LE CHIFFRE

1 230

C'est le nombre de cheptels de taurillons en Alsace — soit près de 22 000 têtes. 1 061 cheptels comptent trente animaux ou moins, 154 entre 30 et 200. Seuls 20 cheptels en dénombrent plus de 200 (ce qui représente 5 400 bovins). Les élevages alsaciens les plus importants comptent entre 250 et 300 taurillons chacun.

Des enjeux environnementaux à préciser

« Nous devons nous agrandir. Nous n'avons pas le choix », pose Clément Schoenfelder. Il prévoit de s'associer avec son fils et son neveu, qui cherchent à s'installer : il faudra donc « sortir trois salaires ». L'agriculteur explique du reste que la ferme sera un débouché pour de nombreux « broutards » produits en France, souvent exportés. Nés de vaches allaitantes, ces veaux tout juste sevrés arrivent à l'engraissement vers 9 mois : en dix mois, nourris au maïs complétement, ils doublent leur poids, pour atteindre les 600 kilos. L'extension de l'EARL Schoenfelder nécessiterait la création

de deux nouveaux bâtiments d'élevage, d'un silo à ensilage et d'une nouvelle fumière, sans compter l'extension de deux bâtiments existants. Les animaux y seraient, comme c'est déjà le cas, élevés sur une litière de paille et les quelque 7 000 tonnes de fumier produites partiraient à l'épandage ou vers des stations de compostage. Sur le papier, le projet d'extension semble dans les clous. En février, la préfecture de Région, en qualité d'autorité environnementale, pointait toutefois un « résumé non technique incomplet » et recommandait d'apporter des précisions concernant, notamment, les enjeux environnementaux, comme le risque de nuisances olfactives, le bruit des tracteurs, la consommation d'eau ou le risque de pollution aux nitrates — ce

que les exploitants ont fait.

Des riverains inquiets

Le plus proche des nouveaux bâtiments sera à 114 m de la première habitation (qui n'est qu'à 38 m des anciens bâtiments), les tracteurs travailleront loin et les taurillons pourraient être livrés à 7 h du matin plutôt qu'à 4 h. Et pour l'odeur, la fumière (couverte) la plus proche sera déplacée. Enfin, d'après les études complémentaires jointes au dossier, le risque de pollution aux nitrates et la consommation d'eau semblent maîtrisés — autant d'informations consultables durant l'enquête publique qui s'est achevée vendredi dernier. Une quinzaine de personnes se sont exprimées pendant ce temps de consultation : du voisin le plus proche, qui se plaint

des odeurs, des mouches qui l'obligent à fermer les fenêtres et des bruits nocturnes, à cet habitant de Schweighouse-sur-Moder « qui fait son footing dans le coin » et ne cache pas son inquiétude concernant des pollutions de la nappe phréatique. Une future habitante se soucie, elle, de la circulation sur « une RD160 déjà très fréquentée », tandis que des riverains pointent les odeurs qui émanent déjà d'élevages de porcs et de poulets du secteur, ou celles de l'usine de friture implantée à Wintershouse.

Alsace Nature réclame un débat de fond

Le projet d'extension n'a malgré tout pas suscité de levée de boucliers dans le village. « Les gens ne sont peut-être pas au courant », suppose Anne Vonesch,

vice-présidente d'Alsace Nature. Ainsi, à « titre d'information du consommateur », elle a mené le 10 juin une distribution de tracts à Wintershouse. Se défendant de vouloir « semer la zizanie », Anne Vonesch demande « un débat public de fond. A-t-on besoin d'une ferme-usine ? Pourquoi ne pas engraisser ces broutards à l'herbe, là où ils sont nés ? »

Le tract d'Alsace Nature soulève le risque économique (« les éleveurs bovins se plaignent beaucoup ») et l'impact sur l'air : « Ce sera une méga-usine où circulent des tracteurs. C'est une agriculture dépendante du pétrole, or il y a beaucoup de trajets à faire pour l'approvisionnement et le fumier. » Si Alsace Nature ne se positionne pas contre l'élevage de bœufs ou précisément contre l'EARL

de Thomas Schoenfelder (« Il élève sur paille, il est dans les normes... »), l'association dénonce le principe « d'usine de viande », avec « des veaux arrachés à leur mère à qui il faut donner des antibiotiques », pour « produire toujours plus et pas cher ».

Alsace Nature vient par ailleurs de s'associer à une pétition en ligne (« Non à 1 200 taurillons à Wintershouse ») tout juste lancée par l'association Heron de Reichshoffen — « On va avoir notre ferme des mille vaches ! » (*) s'est indignée sa présidente. Les élus de Wintershouse doivent quant à eux se prononcer sur le sujet lundi, lors du conseil municipal. Après avis du commissaire enquêteur et du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, ce sera au préfet de Région de trancher : l'arrêté devrait être rendu en fin d'année. ■

CÉLINE ROUSSEAU

► (*) Le procès en appel des neuf opposants à la « ferme des mille vaches », dans la Somme, est en cours.

GRANDE RÉGION Développement Une confédération des offices de tourisme

Les trois organismes fédérateurs des offices de tourisme de la grande région viennent de décider d'une confédération commune. L'agence d'attractivité de l'Alsace (AAA), la fédération régionale des offices de tourisme et syndicats d'initiative de Lorraine (FROTSI) et son homologue de Champagne-Ardenne formeront donc une confédéra-

tion. Objectif : représenter leurs fédérations auprès du futur conseil régional, « assurer la reconnaissance et le transfert des compétences acquises » et « réfléchir ensemble à des actions communes ». Le siège de la confédération (une association selon la loi de 1901) est fixé à Pont-à-Mousson (Lorraine).

POLITIQUE

Un « appel pour une alternative citoyenne antilibérale »

Sur Internet est lancé cet appel en vue des régionales de décembre en Alsace — Champagne-Ardenne — Lorraine. Dénonçant le redécoupage régional comme un « charcutage [...] sans mandat populaire », le texte appelle à « un large rassemblement de toutes les forces qui partagent les objectifs de solidarité, d'écologie, de démocratie ». Il souhaite des « assemblées citoyennes dans chaque département pour mener une autre politique dans notre région ». Dans le Bas-Rhin, les contacts de l'appel sont Jean-Claude Val et Josiane Gasparini (Front de gauche).

► <https://acalappelcitoyen.wordpress.com/>

Les Alsaciens réunis ont formé une association

Le collectif « Les Alsaciens réunis » s'est constitué en association en ce mois de juin. Son objet est « l'étude de toutes les questions relatives à

la défense des intérêts de l'Alsace ». Le président est Sébastien Dell'Era et l'adresse 9, rue des Aulnes à Altkirch (68130).

TRANSPORTS Liaisons transfrontalières

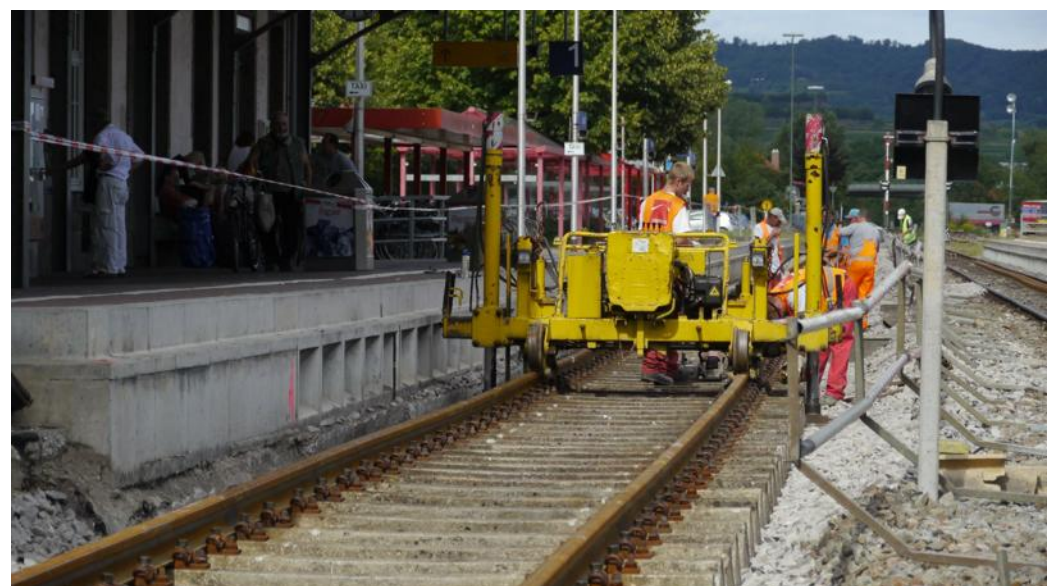
Réouverture de la ligne Colmar-Fribourg : un sondage « plébiscite » le rail

« Plus de 80 % des personnes interrogées prendraient un train direct Colmar-Fribourg, s'il existait ». C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par l'association Trans Rhin Rail (TRR), qui milite pour la réouverture de cette ligne ferroviaire transfrontalière.

L'ENQUÊTE (300 questionnaires, 10 % de retour, dont 57 % de Français) a été réalisée à Breisach auprès des usagers du parking près de la gare. Les gens étaient interrogés sur les raisons de leurs déplacements, leurs modes de transport, et leurs besoins.

Le « bon moment »

« Aujourd'hui, il faut 1 h 30 pour faire Colmar-Fribourg, avec 55 minutes de bus jusqu'à Breisach puis le train. Une liaison ferroviaire directe permettrait de rallier Colmar à Fribourg en 45 minutes », fait valoir TRR. Mais la remise en service de cette ligne transfrontalière suppose la construction d'un nouveau pont sur le Rhin (ou des aménagements sur l'ouvrage existant) et la rénovation des 22 km de voie ferrée entre Col-



Lors des travaux de rénovation des rails sur la ligne 1 de la gare à Breisach. PHOTO ARCHIVES DNA

mar et Volgelsheim. Un projet évalué à 70 millions d'euros, jugé non rentable. Le sondage montre aussi que la plupart des gens interrogés prennent le train Breisach-Fribourg plusieurs fois par semaine (74 %) pour se rendre au travail (78 %), aller faire des achats (43 %) ou pour les loisirs (39 %). Seuls 4 % utilisent la ligne d'autocar régulièrement : « trajet trop long, horaires et

liaisons inadaptées ». L'Association TRR a par ailleurs fait réaliser une nouvelle étude (après celle de 2004) sur le potentiel de la remise en service d'un train entre Comar et Fribourg. Un travail cofinancé par la ville de Breisach et la comcom du Pays de Brisach. « En dix ans, la population des villages a augmenté. En 2018, la ligne Breisach-Fribourg (16 000 voyageurs/jour) sera électrifiée,

accélérée et verra ses capacités augmenter. Et il y aura l'ouverture à la concurrence pour les TER en 2019, ce qui rendra possible le prolongement de la liaison allemande, côté français. C'est le bon moment pour faire avancer le dossier », font valoir les militants du rail. Un message adressé à la Région Alsace qui, jusque-là, n'a pas été convaincue par les arguments. ■

I.N.